



# Intervention

GROUPE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

## générale

**PATRICK BRAQUEZEC**

Député de Seine-Saint-Denis

### PROJET DE LOI DE FINANCES 2007

### SOLIDARITE ET INTEGRATION

Monsieur le Président,  
Monsieur le ministre,  
Chers collègues,

Le budget de la mission Solidarité et Intégration comprend 7 programmes pour un budget total de 12,24 milliards d'euros. Le but de cette mission est de réduire les inégalités qui ne cessent d'augmenter entre les Français aussi bien sur le plan des ressources - avec des inégalités de revenus, des écarts considérables entre le haut et le bas de la hiérarchie des salaires-, que sur le plan de l'éducation où il y a du côté du " capital culturel " une concentration des privilèges et des avantages. Face à cet accroissement, que fait le gouvernement pour apporter une réponse en congruence avec cette situation, il vient d'octroyer aux plus favorisés une baisse d'impôts de 3,5 milliards d'euros. Dès lors, ne nous étonnons pas que les jeunes des quartiers populaires manifestent.

Rien n'a été fait pour remédier de quelque façon que ce soit à la situation d'exclusion de tous ces jeunes. Cet écart, entre le discours et les pratiques, peut certainement aider à comprendre la crise des quartiers populaires. Car pire encore que les bas revenus et les bas salaires, c'est le sentiment d'être méprisé qui exacerbe les positions. Ne nous y trompons pas et cessons de donner une présentation des inégalités favorable à la France. En effet, si on regarde en surface, elle parvient plutôt à stabiliser la différence entre les plus hauts et les plus bas salaires. Mais prenons le temps de travail partiel, les périodes de chômage et le patrimoine dans le calcul des revenus, et la situation apparaît nettement dégradée. Tant que ce gouvernement refusera de parler du système global des inégalités et du fait qu'elles se cumulent et sont aggravées pour certaines catégories de la population, les solutions apportées ne seront que des cautères sur des jambes de bois.

#### RELATIONS PRESSE

Tél. : 01 40 63 60 84 • [presse.cr@assemblee-nationale.fr](mailto:presse.cr@assemblee-nationale.fr) • Fax : 01 40 63 53 87

Assemblée nationale • Groupe des député-es communistes et républicains  
126, rue de l'université • 75355 PARIS CEDEX 07 SP • Tél. : 01 40 63 60 83 • Fax : 01 40 63 55 21  
[http : //www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr](http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr) • [groupe.cr@assemblee-nationale.fr](mailto:groupe.cr@assemblee-nationale.fr)

Le salaire moyen d'aujourd'hui est environ de 1 200 à 1 300 euros, il y a un nombre significatif de gens qui ne partent pas en vacances, avec pour seul loisir la télévision. C'est une France avec 9 % de gens titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac plus 2, contre 45 % disposant d'un diplôme inférieur ou égal au brevet des collèges. Les effets de décrochage s'accroissent dans l'emploi ; la progression salariale s'est stabilisée... Si l'on regarde la situation des jeunes, il y a aussi de quoi s'inquiéter : ils sont moins bien payés, font face à des périodes de précarité plus longues et savent déjà que leurs retraites seront moins importantes. Cette société est en train de construire les inégalités de demain dans des proportions qu'on ignore encore aujourd'hui. Les moins de 29 ans ont déjà contracté un certain retard par rapport aux autres générations. Comment oublier que, dans certaines zones urbaines sensibles, le taux de chômage des jeunes peut atteindre plus de 50 %. À eux, vous ne ferez pas croire qu'ils sont égaux aux autres !

Je vais prendre précisément les programmes de la mission Solidarité et Intégration répartis entre le Ministère de la Santé et de la Solidarité et celui de la Cohésion sociale. Ainsi, Handicap et dépendance avec un budget de 8,04 milliards d'euros, en légère augmentation par rapport à celui de 2006. Mais toujours trop peu d'efforts réalisés pour faciliter l'accès à l'emploi des handicapés. Seulement 37% ont un emploi, contre 73% pour l'ensemble de 20-59 ans dans la population. Par ailleurs, les personnes handicapées ont un taux de chômage largement supérieur à la moyenne (12% contre 9%). Elles cumulent non seulement un handicap physique ou mental auquel rares sont les entreprises qui veulent bien s'y adapter (préférant payer l'amende si elles embauchent moins de 6% de personnes handicapées parmi leur personnel), mais, de plus, elles souffrent d'une moindre qualification que la moyenne. Il y reste beaucoup à faire.

Passons à l'Action en faveur des familles vulnérables avec un budget de 1,152 milliard d'euros. Je l'ai déjà dit, et je le répète : les inégalités et la pauvreté progressent en France depuis 2004. Le nouveau chiffre du chômage 8,8%, certes encourageant, ne tient pas compte de ceux que l'on appelle les décomptés : les stagiaires de la formation professionnelle, les radiés d'office (plus de 8,7% sur les 3 derniers mois), les dispensés de recherche d'emploi en raison de leur âge, les exclus de l'indemnisation mensuelle, les emplois aidés, les contrats d'avenir ou d'accompagnement dans l'emploi ; sans compter les temps partiels, les CDD, les chômeurs invisibles des DOM, les précaires. Comment dès lors croire que " le chômage baisse " ... En réalité, l'INSEE estime qu'il y a près de 5.848.000 chômeurs "équivalent temps plein" sur une population active occupée de 24.921.000 personnes.

La Protection maladie, 398 millions d'euros, mais en 2005, le budget était de 607 millions d'euros, le grand perdant est la CMU qui, avec 4,4 millions personnes en bénéficiant, voit son budget passer de 323 à 114 millions d'euros, et pourtant en matière de santé, les inégalités sont reparties à la hausse, avec des écarts d'espérance de vie entre catégories sociales continuant à augmenter. Dès lors, comment expliquer à de nombreux citoyens qu'ils seront bientôt exclus de tout système de protection sociale et comment accepter que le gouvernement retire RMI, CMU et API aux bénéficiaires disposant d'un logement ou d'un véhicule ? C'est une véritable révolution dans l'attribution des prestations sociales, brutale, dangereuse pour les plus faibles et en contradiction totale avec une politique de solidarité. D'autres personnes sont exclues, ce sont les sans papiers au prétexte de lutter contre "l'immigration clandestine". L'exercice de la solidarité nécessite que les moyens soient à hauteur des besoins et non l'inverse. Il ne suffit pas de faire des effets d'annonce. Plutôt que de réduire le nombre de bénéficiaires de la CMU et de l'AME, la seule solution raisonnable est d'ouvrir la CMU aux sans papiers, afin de garantir un égal accès aux soins de tous ; de développer le recours à la médecine préventive dans l'intérêt de tous et de celui de la santé publique.

Mais venons-en aux programmes dépendant du ministère de l'Emploi et de la Cohésion sociale avec un budget total de 62 milliards d'euros (hausse de 5,8% par rapport à 2005). Je commence par l'Égalité hommes/femmes dont le budget est de 28 millions d'euros. À regarder le salaire des hommes et des femmes, on avance une différence de 19 % à 20 %, mais il n'est tenu compte que des salariés à temps complet ! Si on intégrait les périodes de chômage et le temps partiel, les écarts de revenus entre les hommes et les femmes seraient autour de 40 %. Le taux de chômage masque des situations différentes entre hommes et femmes : il atteint 9 % chez les premiers et 10,8 %

chez les secondes. Parmi les 3,2 millions de salariés qui gagnent moins que le Smic, 80 % sont des femmes. Par ailleurs, dans la grande majorité des cas, les femmes occupent plus souvent des postes de moindre responsabilité et de moindre salaire : mixité ne signifie pas égalité, c'est d'ailleurs le volet négatif de cette transformation sociale. Notre société tolère cette formidable inégalité. Pourtant la véritable autonomie pour les femmes est l'autonomie économique, tant qu'elle ne sera pas acquise par un changement de mentalité et social, alors les inégalités perdureront. Cette conquête reste à faire.

Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables . Budget de 1,05 milliard d'euros. Il y a eu une refonte du fASILD, contre l'avis des associations et des partenaires sociaux, la nouvelle agence vise à amalgamer lutte contre les discriminations, difficultés sociales et population immigrée. Attendons de voir cette agence à l'œuvre, mais nous pouvons craindre que ses missions servent plus la politique sécuritaire du gouvernement que la politique de prévention et d'inclusion.

Accueil des étrangers et intégration .455 millions d'euros de budget accusant une baisse de près de 104 millions d'euros. Les actions les plus touchées sont la prise en charge sociale des demandeurs d'asile qui perd, 71 millions d'euros, et l'intégration, 34 millions d'euros. Ces diminutions scandaleuses sont la réponse apportée à la "réforme du dispositif d'accueil des demandeurs d'asile". Constatons que la situation des étrangers demeure précaire : et peut-on se réjouir du fait que le taux de reconnaissance du statut de réfugié est passé à 17%, proche de son plus faible niveau des vingt dernières années, non parce qu'il y a moins de demandeurs d'asile mais parce que l'effectivité du droit d'asile ne dépend plus seulement des dispositifs juridiques mais aussi de l'accueil, de la qualité de l'accompagnement qui est de plus en plus marquée par de très grandes inégalités. Les turbulences auxquelles sont soumises les prises en charge construisent de véritables " inégalités de parcours " entre les requérants.

Pour conclure, je dirais que, face à l'augmentation préoccupante des inégalités, les réductions de ce budget ne risquent pas de répondre au devoir de solidarité à l'égard de toutes les personnes victimes de l'exclusion sociale et ne va certainement pas favoriser l'intégration pour laquelle le gouvernement prétend œuvrer. C'est un budget qui repose sur une politique d'affichage et manifeste le peu d'intérêt que manifeste le gouvernement pour les questions sociales préférant répondre aux injonctions des politiques libérales. Vous comprendrez, dès lors, pourquoi nous voterons contre.